



LES COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN 2020

La crise sanitaire enlève un peu plus l'économie calédonienne

En 2020 toutes les composantes du **produit intérieur brut** sont en recul, entraînant une contraction du volume d'activité de 2,6 %. Le repli de l'investissement en particulier, lui confère une contribution négative à la **croissance**, tandis qu'avec une baisse plus marquée des importations que des exportations, les échanges extérieurs y contribuent positivement. Les effets-prix, plutôt favorables, amortissent l'impact sur le montant du PIB qui diminue de 2,2 % pour s'établir à 988 milliards de F.CFP. Le PIB par habitant diminue également à 3,6 millions de F.CFP par habitant, se situant entre ceux de 2017 et 2018.

La Nouvelle-Calédonie a été relativement préservée en cette première année de crise sanitaire mondiale. En effet, elle n'a subi qu'une période de confinement strict de quatre semaines sur douze mois, synonyme de paralysie de l'économie, mais a maintenu son statut « covid free » grâce à un isolement vis-à-vis de l'extérieur. Celui-ci a permis de protéger la santé des Calédoniens mais a eu en contrepartie des effets directement néfastes sur certains pans de l'économie et plus diffus pour d'autres.

Les nombreuses mesures d'accompagnement déployées dans le cadre de la crise sanitaire (gouvernement, provinces, collectivités, État et banques) ont permis de maintenir l'activité économique. Les indicateurs infra-annuels montrent un décrochage au premier trimestre 2020, suivi d'un redressement aux 2^e et 3^e trimestres, puis d'un recul en fin d'année. Le contexte du dernier trimestre est en effet celui d'une crise engendrée par le rachat de l'usine du Sud et le flottement traditionnellement observé à l'approche des consultations sur l'accession à l'indépendance. Comparativement aux autres géographies, l'économie calédonienne se positionne ainsi parmi les moins affectées (-3,3 % d'évolution pour le PIB mondial d'après les estimations de la banque mondiale), mais au prix d'un endettement croissant qui aura des répercussions négatives dans le futur. En effet, les acteurs privés et publics, qui peinaient déjà à trouver des relais de croissance, devront honorer des dettes qui dans leur ensemble financent peu l'**investissement**, vecteur traditionnel de relance.

Croissance réelle (%)

	Moyenne annuelle 2012/2017	2020e
PIB en volume	1,2	-2,6
Consommation finale	1,5	-1,1
Formation brute de capital fixe	-7,1	-9,1
Exportations	9,4	-3,5
Importations	-1,3	-10,2

e : estimé
Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

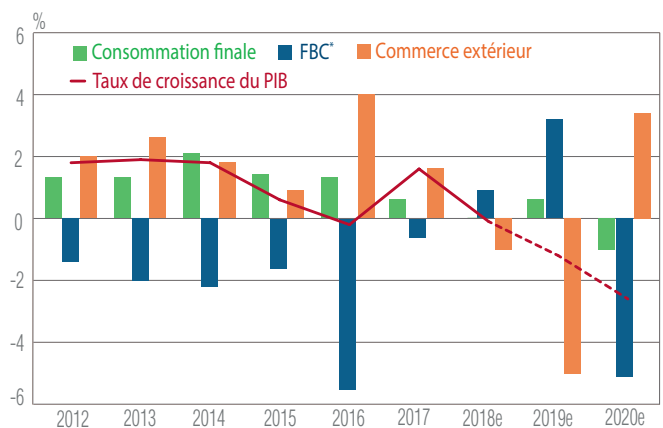
Unité : %

Evolution du PIB et PIB par habitant

	2017b	2020e
PIB (milliards de F.CFP)	969	988
Evolution en valeur (%)	3,0	-2,2
PIB/hab. (millions de F.CFP)	3,58	3,64
Evolution en valeur (%)	2,8	-2,2

b : base - e : estimé
Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

L'essoufflement de la croissance se confirme Contributions à la croissance réelle du PIB (en %)



* La formation brute de capital est la somme de la formation brute de capital fixe et de la variation des stocks.

Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

Malgré ce contexte délicat, la **consommation** et l'investissement des ménages ont résisté, enregistrant une baisse relativement contenue. En effet, leurs revenus ont globalement progressé tandis que les prix ont diminué (respectivement +0,5 % et -0,5 %). Les entreprises et les administrations ont par contre eu tendance à sensiblement diminuer leurs investissements (de l'ordre de 5 à 6 % en volume, si on neutralise les livraisons d'avions de ligne intervenues en 2019).

AVERTISSEMENT : Les comptes rapides, une première estimation de la croissance

Ce document présente le compte économique de la Nouvelle-Calédonie estimé à l'aide d'un modèle macro-économique. Celui-ci est projeté à partir des comptes définitifs 2017 en fonction des données disponibles pour l'année 2020. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif et ces résultats seront amenés à être révisés au fur et à mesure de l'obtention de nouvelles données.

Au plan sectoriel, les branches mines-métallurgie, transport-télécommunication et construction enregistrent une contraction de leur valeur ajoutée supérieure à 5 %.

L'emploi salarié fortement impacté par la crise

En 2020, le taux de chômage augmente de 2,6 points par rapport à 2019. Le repli du nombre d'emplois touche exclusivement l'emploi salarié, tandis que l'emploi non salarié résiste mieux. Le recours aux mesures de chômage partiel, qui a concerné 12 600 bénéficiaires, a cependant permis de limiter les destructions d'emplois et la hausse du chômage.

Les employeurs du secteur privé déclarent auprès de la Cafat 64 720 salariés en moyenne, soit une diminution de 1,3 % par rapport à 2019. C'est la plus forte baisse enregistrée sur la dernière décennie. L'emploi salarié subit de plein fouet les conséquences de la crise sanitaire mondiale et retrouve un niveau proche de celui de 2012. En moyenne, ce sont 910 emplois supprimés entre 2019 et 2020. Le 1^{er} trimestre 2020, marqué par le début du confinement, affiche un triste record avec une baisse de 3 % sur un trimestre (données corrigées des variations saisonnières), qui n'avait jamais été observée jusqu'alors sur le territoire. Par la suite, avec la reprise d'une activité semi-normale, les effectifs salariés repartent progressivement à la hausse (+0,4 % au 2^e trimestre et +1,6 % au 3^e trimestre) sans toutefois compenser les emplois supprimés en début d'année. La reprise s'interrompt de nouveau au 4^e trimestre avec un repli de 0,2 %, les activités de la mine et de la métallurgie, certains déplacements et activités ayant été affectés par les perturbations liées à la cession de l'usine du Sud. Dans le détail, la baisse annuelle est principalement portée par les services (notamment les activités liées au tourisme), mais la construction et, dans une moindre mesure, le commerce, enregistrent également des pertes d'emplois. À l'inverse, les secteurs de l'industrie et de l'agriculture parviennent à créer de l'emploi.

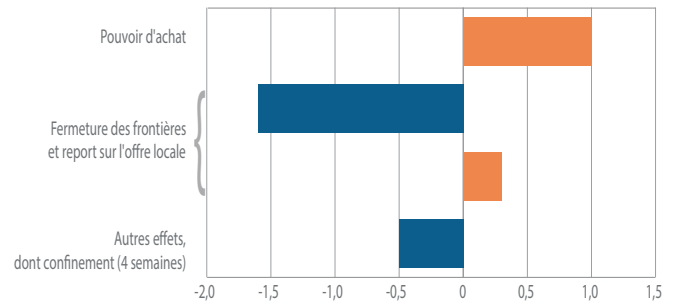
Le pouvoir d'achat a néanmoins été préservé

En dépit de cette mauvaise orientation du marché de l'emploi, les revenus des Calédoniens ont globalement progressé de 0,5 % sur l'année 2020 : les revenus fonciers et catégoriels diminuent mais sont compensés par l'augmentation de la masse salariale et des pensions de retraite.

Dans le même temps, les prix diminuent de 0,5 % en moyenne annuelle, garantissant une hausse du pouvoir d'achat des ménages. Cependant, leur consommation est bridée par le contexte sanitaire : certains approvisionnements sont compliqués et un confinement strict a été décrété pendant quatre semaines. La fermeture des frontières et le confinement n'ont pas constitué une perte sèche de consommation : les Calédoniens ont reporté certains de leurs achats sur le reste de l'année et ont consacré une part de leur budget voyage à des dépenses locales. Ainsi, la consommation ne se contracte en volume que de 0,8 %. Le différentiel entre potentiel de pouvoir d'achat et consommation effective se traduit par une augmentation de l'épargne, comme en témoigne l'évolution des encours de dépôts à vue (+9 % après +2,7 % un an auparavant).

La consommation des ménages se contracte de 0,8 % en volume

Facteurs influençant la consommation des ménages
(évolution en volume 2019-2020)



Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

Cette résistance de la consommation ne doit pas occulter le probable creusement des inégalités, les emplois supprimés étant majoritairement les moins rémunérés, aggravant de fait des situations déjà précaires.

L'investissement marque le pas

L'investissement diminue de près de 10 % en 2020. La production de crédits destinés à l'habitat diminue de 2,3 % et les ménages semblent s'orienter vers le marché de l'ancien, entraînant une contraction de leur commande vis-à-vis du secteur de la construction, évaluée à 1 %. La production de crédits aux entreprises (destinée à l'équipement et à l'habitat) est également en recul (-9,6 %). De plus, l'année 2019 avait été marquée par l'importation d'avions de ligne, accentuant mécaniquement la contraction de l'investissement d'une année sur l'autre.

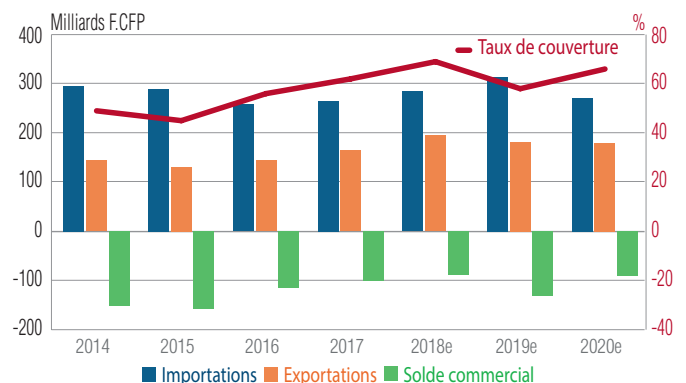
L'investissement public est également en diminution, seul l'État affiche une augmentation notable de ce type de dépenses, en lien avec la construction du centre pénitentiaire dans le Nord.

Le ralentissement de l'activité se traduit dans les échanges

Les importations se contractent de manière plus marquée que les exportations, entraînant une amélioration du **taux de couverture** et du déficit commercial.

Le déficit commercial retrouve son niveau de 2018

Niveau des composants du commerce extérieur de biens



Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

Ainsi, après avoir pénalisé la croissance lors des deux années précédentes, le solde commercial y contribue à nouveau positivement. Les échanges de services sont également affectés par la crise sanitaire, comme en témoignent les postes « voyages » et « transport aérien » de la balance des paiements.

Les **exportations** sont en recul, sous l'influence des ventes de nickel et plus précisément de l'oxyde de nickel, des ferronickels et du carbonate de cobalt. L'année est marquée par la réorientation de la stratégie industrielle de l'opérateur de l'usine du Sud afin de mieux se positionner sur le marché des batteries électriques. À partir du 2^e trimestre, la raffinerie de sinters d'oxyde de nickel (NiO) et de cobalt (CoCo3) est mise en sommeil pour migrer vers une production exclusive d'oxydes et hydroxydes de nickel (NHC). Ainsi, les ventes de NiO et de CoCO3 diminuent respectivement de 48 % et de 17 % sur un an. À l'inverse, les exportations de NHC vont plus que doubler en valeur (+123 %) comme en volume (+169 %). Parallèlement, la valeur des ventes de ferronickels régresse de 13 %, malgré des volumes relativement stables par rapport à 2019 (-1 %). La tendance est inversée pour le minerai de nickel, qui a fait l'objet d'autorisations administratives d'export, dont le montant progresse de 21 % et les volumes exportés de 15 %. Les exportations de produits de la mer chutent également (-7 % en volume). Avec le tarissement du tourisme, les exportations de services suivent la même tendance, portant à -3,5 % en volume (-7,3 % en valeur) l'évolution des exportations par rapport à 2019.

Dans le même temps, les **importations** diminuent de 13,2 % en valeur après deux années de forte croissance. Les matériels de transport enregistrent logiquement la baisse la plus marquée en raison de la livraison des avions de ligne intervenue en 2019. Une fois isolé cet évènement exceptionnel, la diminution des importations de biens est de l'ordre de 8 %. Elle concerne alors majoritairement les importations de produits minéraux et traduit non pas une diminution des volumes importés, mais la tendance baissière des cours mondiaux du pétrole. Les importations de produits alimentaires sont stables (+0,2 %) et illustrent le maintien de la consommation des ménages. Les importations de services, et notamment ceux en lien avec les voyages des Calédoniens, sont en diminution et portent la contraction globale des importations à 10,2 % en volume.

Les services cèdent un point à l'industrie

En 2020, la Nouvelle-Calédonie continue de traverser une crise de confiance et de relais de croissance, qui se caractérise par une contraction de l'activité constatée depuis plusieurs années dans la construction et qui s'accroît (-5,7 %). D'autres pans de l'économie sont directement affectés par la crise sanitaire qui est venue s'ajouter au contexte morose.

C'est le cas des **transports** qui tirent vers le bas la branche « transport et télécommunication », dont la valeur ajoutée chute de près de 7 %.

Les **services aux ménages** regroupent des activités hétérogènes dont les tendances sont également très diverses : celles qui sont directement en lien avec l'activité touristique (hôtels, cafés, restaurants, casinos...) sont fortement impactées à la baisse.

Cette baisse est légèrement compensée par un report de consommation des Calédoniens, privés de déplacements. Les autres services, dont ceux à la personne, sont relativement épargnés et dans l'ensemble, les services aux ménages affichent une valeur ajoutée en recul de près de 4 %.

Les **services aux entreprises** sont relativement épargnés, avec une valeur ajoutée qui diminue de 0,4 %.

L'**industrie** du nickel voit sa valeur ajoutée légèrement diminuer en volume (-1 %), mais cette diminution est accentuée une fois pris en compte les effets-prix (-5 %). Par contre, les autres industries ont globalement haussé leur niveau d'activité, et en particulier les industries agro-alimentaires.

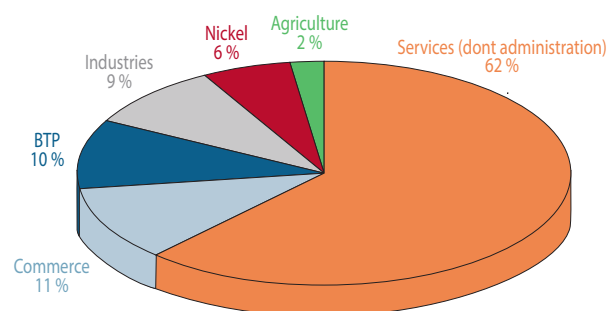
Le **commerce** connaît des turbulences en raison de contraintes d'approvisionnement, mais la progression des grandes surfaces et de certains commerces spécialisés (automobile, jardinage-bricolage) permet de maintenir le niveau de valeur ajoutée.

Les **services publics** ont enregistré une baisse de leur volume d'activité lors du confinement, avec un impact limité en valeur (-1 %).

Finalement, la contraction quasi-générale de richesse implique peu de changements dans la répartition des secteurs, mais l'industrie gagne un point au détriment des services.

La valeur ajoutée du tertiaire enregistre la plus forte contraction

Répartition sectorielle de la valeur ajoutée



Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

Des soutiens de l'Etat importants

Outre les Prêt garantis par l'État pour les entreprises, le fonds de solidarité ou encore le prêt AFD garanti par l'État pour la Collectivité Nouvelle-Calédonie, la solidarité nationale prend forme à travers l'approvisionnement en vaccins, mais aussi l'octroi d'aide exceptionnelle destinée à financer une partie des dépenses exceptionnelles liées à la pandémie. La politique monétaire fournit également un instrument contra-cyclique fort, avec des mesures particulières accommodantes (nouvelles lignes de refinancement sur des durées plus longues) qui visent à créer les conditions favorables au bon fonctionnement du système bancaire afin de soutenir l'économie.

Une année 2021 troublée et marquée par la fin de la stratégie Covid free

Au-delà de la tenue du 3^e référendum le 12 décembre, de la crise liée au choix du repreneur de Vale NC en début de période et de la montée des tensions sur les approvisionnements (coûts et délais), l'année 2021 est marquée par un changement de dimension de la crise sanitaire. En septembre 2021, les premiers décès sont enregistrés et le territoire abandonne la stratégie Covid free¹ menée depuis mars 2020 face à un variant très contagieux. Afin d'enrayer la propagation du virus et préparer la population à la vaccination, deux confinements stricts (le premier du 8 mars au 4 avril, et le second du 7 septembre au 10 octobre, suivi d'un confinement adapté (strict le week-end) et d'un confinement allégé (à partir du 15 novembre) ont été mis en place, soit plus de trois mois d'activité perturbée plus ou moins fortement selon les secteurs. Le pass sanitaire est également instauré, limitant l'accès à certains services d'une partie de la population.

Si la contraction de l'activité est générale durant ces périodes, elle est néanmoins limitée par l'expérience accumulée et les adaptations qui en découlent (télé-travail, présentiel en alternance, protocoles etc.). La consommation est néanmoins bridée et le report des Calédoniens qui ne peuvent se rendre à l'extérieur du territoire vers l'offre locale ne peut jouer à plein. Les secteurs du transport (y compris domestique), du tourisme (agence de voyage, hôtels-café-restaurants) et les services aux ménages (salons de coiffures, loisirs, etc.) sont particulièrement touchés. Le secteur de la construction et l'industrie sont également touchés mais plus en raison de l'indisponibilité de leur main-d'œuvre et du manque de visibilité globale. L'agriculture est relativement peu impactée par la crise sanitaire mais subit des conditions climatiques défavorables, entraînant des hausses de prix sur les étals. Le commerce est globalement préservé, la grande distribution ayant été relativement peu concernée par les restrictions et les achats des Calédoniens ayant pu faire l'objet de reports sur le marché local. Les dispositifs de soutien aux entreprises durablement impactées par la pandémie ont été prolongés, permettant au tissu économique de relativement bien résister.

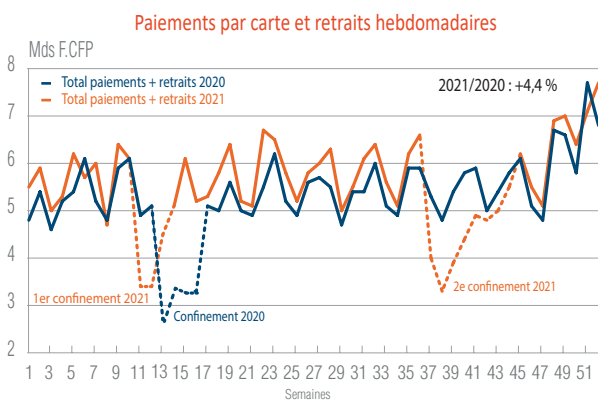
Ainsi, les composantes de l'économie contribuent toutes négativement au PIB.

Le revenu des ménages a pu être préservé mais leur pouvoir d'achat est érodé par une **inflation** de 0,6% en moyenne annuelle (après -0,5% en 2020). Bien que leur accès aux biens et services soit également limité par les mesures de protection (confinement, couvre-feu, pass sanitaire), la diminution du volume de consommation se limite à 0,3 %. De plus, la propension à consommer localement est augmentée, lui permettant de jouer un rôle de levier plus important.

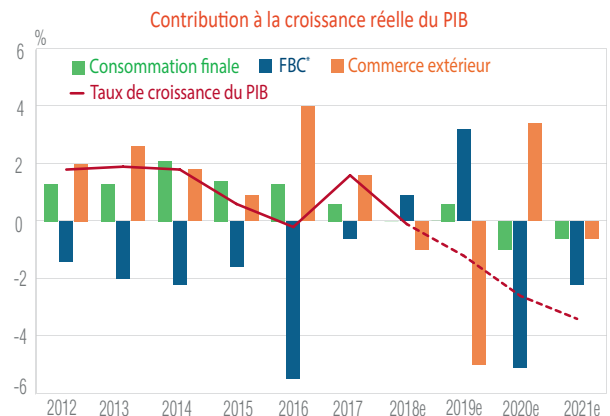
Les exportations en volume se contractent sous l'influence des ventes de nickel (-4 % pour le minerai et -19 % pour le métal - données provisoires). Parallèlement, les importations diminuent dans des proportions moins importantes. La contribution globale des échanges extérieurs ressort ainsi légèrement défavorable à la croissance en volume.

Enfin, l'investissement ne montre pas de signes de reprise, hormis de la part des ménages mais qui privilégie l'acquisition d'immeubles anciens.

En l'état actuel des données disponibles, l'évolution du PIB calédonien semble toujours négative, avec une contraction de l'ordre de 3 % à prix constants. L'intervention spécifique de l'Etat s'est accentuée sur le plan sanitaire (renforts, vaccins...) mais aussi financier sous forme de subvention, d'emprunts (pour la collectivité Nouvelle-Calédonie) et de garanties d'emprunts (pour les entreprises). Au risque de décrochage, de plus en plus concret, s'ajoute en conséquence une dette qui n'avait jusqu'alors pas constitué un enjeu majeur.



Sources : IEOM, Calédonienne de services bancaires



* La formation brute de capital est la somme de la formation brute de capital fixe et de la variation des stocks.
Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

¹ Mesures exceptionnelles d'urgence sanitaire aux frontières pour éviter l'entrée du virus sur le territoire : suspension des programmes d'exploitation des services aériens décidée en mars 2020 ; déplacements des personnes à l'international toujours soumis à l'autorisation du gouvernement pour se limiter à des rapatriements ou à des motifs impérieux ; semaine obligatoire à l'arrivée.

AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE
Cerom

Les comptes économiques rapides de Nouvelle-Calédonie sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre l'Isee, l'AFD et l'IEOM qui a pour objectif de contribuer au développement progressif de la capacité d'analyse des évolutions des économies ultramarines. Il donne lieu en Nouvelle-Calédonie à la conduite d'études macro-économiques (bilans macro-économiques, études sectorielles, simulations d'impact), à l'élaboration de comptes économiques rapides, pilotée par l'Isee, permettant une évaluation des principaux agrégats comptables (PIB, consommation, investissement...) et à la diffusion de tableaux de bord trimestriels.

Le modèle Tablo adapté à la Nouvelle Calédonie

Le modèle Tablo est un modèle de type input-output quasi-comptable qui permet de projeter le dernier TES (Tableau des Entrées-Sorties) disponible de la comptabilité nationale (2017) en fonction d'hypothèses d'évolution de l'offre, de la demande et des dernières données disponibles. Ce modèle est construit avec 23 produits et 14 branches. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Au cours de son utilisation, des améliorations ont été apportées : remplacement des données estimées par les données définitives disponibles, meilleure prise en compte des investissements exceptionnels liés à la construction des usines. Les résultats de ce modèle restent étroitement dépendants du passé, des hypothèses, et de la quantité des données définitives disponibles. Les évaluations proposées pour l'année 2021, établies au premier trimestre 2022, reposent sur un nombre limité d'informations consolidées.

DÉFINITIONS

- 1- Le **produit intérieur brut (PIB)** est le principal agrégat mesurant l'activité économique. Il correspond à la somme des valeurs ajoutées (VA) brutes nouvellement créées par les unités productrices résidentes une année donnée, évaluées au prix du marché et augmentée des impôts moins les subventions sur les produits.
- 2- La **croissance** mesure l'évolution du PIB. La **croissance réelle** mesure l'évolution du volume d'activités en excluant les variations des prix. La **croissance nominale** se mesure en ajoutant l'effet-prix à la croissance réelle.
- 3- L'**investissement** est mesuré en comptabilité nationale par la **formation brute de capital fixe (FBCF)**, qui est la différence entre les acquisitions et les cessions d'actifs corporels (machines, etc.) ou incorporels (logiciels, etc.), réalisées par les producteurs résidents et utilisées de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an. Le **taux d'investissement** est le rapport entre l'investissement et la valeur ajoutée totale. Pour les comparaisons internationales, ce ratio est souvent limité à l'investissement des entreprises.
- 4- La **consommation des ménages** inclut tous les biens et services acquis par les ménages résidents. Si on y ajoute la consommation des administrations publiques, on obtient la consommation finale.
- 5- Le **taux de couverture** du commerce extérieur est le rapport entre la valeur des exportations et celle des importations entre deux pays (ou deux zones). Il peut être relatif à un produit ou à l'ensemble des échanges de produits (dans cette publication, uniquement les biens).
- 6- L'**inflation** permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des biens ou services consommés par les ménages. Les 9 000 relevés de prix mensuels de ces produits déterminent l'indice des prix à la consommation (IPC). Pour les comptes rapides, l'évolution de l'IPC en moyenne annuelle est utilisée.

ÉTUDES THÉMATIQUES

- La crise sanitaire s'installe en 2021, avec des effets dont la nature change (2021)
- La crise sanitaire de la Covid 19 contamine l'économie calédonienne en 2020 et surtout au-delà (2020)
- Les impacts économiques du Covid-19 en Nouvelle-Calédonie (2020)
- L'économie calédonienne, entre résilience et recherche de nouveaux équilibres (2017)
- L'impact du nickel en Nouvelle-Calédonie (2015)

EN SAVOIR PLUS

www.isee.nc : Analyse et résultats commentés

Synthèse annuelle de l'emploi salarié 2020 : En 2020, l'emploi salarié privé est fortement impacté par la crise sanitaire

Enquête sur les Forces de Travail en Nouvelle-Calédonie : Résultats 2020

Synthèse annuelle du commerce extérieur 2020 : En 2020, le ralentissement des importations limite le déficit commercial

Synthèse Transactions immobilières 2020 : Le marché de l'immobilier se maintient en 2020

Synthèse Impact nickel 2019 : L'économie calédonienne forte des retombées du nickel

Synthèse Budget des familles 2019-2020 : En 2019, le taux de pauvreté reste stable en Nouvelle-Calédonie

www.ieom.fr : Rapport annuel 2020 de la Nouvelle-Calédonie

Synthèse annuelle 2020 : une fragilité accrue par l'enchaînement de multiples crises

Tendances conjoncturelles trimestrielles

www.afd.fr : L'AFD et la Nouvelle-Calédonie

Observatoires des communes de Nouvelle-Calédonie 2020

LES COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN 2020

Édition Mars 2022 - ISSN : 0758-0029

Directeur de la publication : O. Fagnot (Isee)

Conception graphique : C. Aluze (Isee)